

Sans contre-mesures, le chômage des jeunes adultes de 20 à 24 ans dépassera l'année prochaine les 9%, estime Doris Leuthard (ats, 10.05.09)

Il faut interdire les licenciements et les suppressions de postes ! C'est urgent, c'est vital, c'est notre droit à l'existence qui est en jeu

La crise du capitalisme menace d'engloutir les jeunes générations

Karl Marx disait du capital qu'il « est semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage ». La perfusion devient proprement hallucinante. Ce sont les forces vives de la jeunesse et des travailleurs qui sont asséchées ainsi, pour nourrir un cadavre.

Les Etats du globe ont versé des centaines de milliers de milliards de dollars pour renflouer les spéculateurs. Ils prétendent relancer la machine économique par des « plans de relance, qui consistent simplement à piller les fonds publics pour financer les profits privés. Dans la plupart des cas, ces « plans de relance » ont servi à financer les « plans sociaux », c'est-à-dire, la liquidation de dizaines de milliers d'emplois !

Les jeunes sont les plus touchés

L'Union syndicale suisse (USS) prévoit que 50'000 et même 60'000 jeunes pourraient se retrouver sans emploi l'an prochain, «il faudra compter avec un minimum de 30'000 personnes de moins de 25 ans au chômage en 2010, soit 10'000 de plus qu'aujourd'hui» et d'ajouter «un chiffre qui ne représente pourtant qu'une facette de la réalité puisqu'on sait qu'un jeune sans emploi sur deux ne s'inscrit pas comme chômeur».

Les diplômés sont taillés en pièces ! Les jeunes veulent un vrai travail, avec un vrai salaire !

En s'associant au programme européen « formation tout au long de la vie », le Conseil fédéral a repris et impulsé une politique de liquidation de la formation initiale et des diplômés. Un diplôme, du CFC au titre universitaire, donnait le droit à son détenteur d'accéder au marché du travail dans des conditions fixées par des normes et garanties (contrats collectifs, statuts...) Aujourd'hui, la prétendue « formation tout au long de la vie » signifie, pour des centaines de milliers de jeunes diplômés, la précarité, les petits boulots, les stages sous-payés ou vaguement indemnisés, sous couvert de « formation ».

On liquide notre droit à l'assurance chômage, et on nous demande plutôt d'apprendre à être « employables ». Terme barbare, qui rime avec malléable, jetable, corvéable !

A travail égal, salaire égal !

Avec la crise, la pression sur les conditions de travail devient monstrueuse.

Les mesures d'accompagnement à la « libre circulation des personnes » garantissent le respect des conditions de travail dans les secteurs soumis à des conventions collectives de travail nationales ou déclarées de force obligatoire... ce qui concerne 20% des travailleurs de ce pays. Les 80% restants ne sont pas couverts par les dites « mesures d'accompagnement ».

Des générations de militants se sont battus pour arracher cet acquis élémentaire : **à travail égal salaire égal**. La politique du Conseil fédéral, s'appuyant sur la cour de justice européenne, menace de disloquer les conditions de travail, et de jeter les travailleurs et les jeunes, sans protection, en pâture aux appétits des exploiters !

Ils ont pu verser 68 milliards de francs à l'UBS, 10 milliards au FMI. Ils ont la responsabilité de garantir notre avenir !

Le Conseil fédéral propose, pour « résoudre » le problème du chômage des jeunes, d'étendre l'offre de formation continue, de nous apprendre à mieux rédiger nos CV...

De qui se moquent-ils ? Qu'ils commencent par cesser de fermer des bureaux de poste, de liquider des postes dans l'administration, de vendre les universités au secteur privé, de verser des milliards à des entreprises pour qu'elles puissent financer leurs « plans sociaux », de liquider les services publics !

Qu'ils commencent par interdire les suppressions de postes et les licenciements !

Pour une mobilisation de la jeunesse, avec les travailleurs !

Chacun comprend que si l'USS et le PSS appelaient à la mobilisation, une issue pourrait être ouverte. Organisons-nous pour aider à imposer l'unité pour l'interdiction des licenciements !

Le PSS et l'USS doivent respecter leur mandat ! Ils doivent ouvrir une issue ! Ils doivent appeler à la mobilisation, à une manifestation, à la grève générale, pour la sauvegarde de la population laborieuse et de la jeunesse.

Ils doivent exiger qu'une loi interdise les licenciements !

On peut avoir des opinions différentes sur la politique de l'Union européenne. Cependant, rien ne doit s'opposer à l'unité la plus large pour ouvrir une issue !

Nous devons nous organiser pour aider à imposer cette unité !

Les signataires de cet appel s'adressent aux organisations du mouvement ouvrier, à nos syndicats, au PSS qui prétend parler en notre nom et défendre nos intérêts !

Il faut une solution, maintenant, pas du baratin !

Il faut une mobilisation nationale dans l'unité, pour imposer l'interdiction des licenciements et les suppressions de postes !

Nom, prénom	Qualité	Adresse (postale et/ou électronique)	Je souhaite m'associer à cette campagne	Soutien financier

Retourner à UCPO, case postale1, 1211 Genève / 28 ccp 12-67458-3 (mentionner « campagne jeunes pour l'interdiction des licenciements »).

info@ucpo.ch / www.ucpo.ch